

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NCS PYROTECHNIE

RUE DE LA CARTOUCHERIE
B.P. 90010
95470 Survilliers

Références : UD95 – 2025 - 0599
Code AIOT : 0006506164

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2025 dans l'établissement NCS PYROTECHNIE implanté RUE DE LA CARTOUCHERIE B.P. 90010 95470 Survilliers. L'inspection a été annoncée le 25/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NCS PYROTECHNIE
- RUE DE LA CARTOUCHERIE B.P. 90010 95470 Survilliers
- Code AIOT : 0006506164
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

La société NCS est spécialisée dans la conception, le développement et la production d'articles destinés à la production de systèmes de sécurité pour l'automobile, tels que des ceintures de sécurité, des airbags ou des coupe-circuits électroniques. La société dispose d'un Plan d'Opération Interne dont la dernière version date de 2018.

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Révision de l'étude de dangers (EDD)	Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 8.1.3	/	Demande d'action corrective	3 mois
4	MMR- bilan	Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 8.5.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
7	Remise en état - stockage de cuves de fioul	Code de l'environnement, article R.512-39-3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois
12	POI Protection des personnes	Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 8.7.7.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
13	POI PC Commandement	Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 8.7.7.1.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
14	POI Renforcement du dispositif	Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 8.7.7.1.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
15	POI - Protection des personnes et de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 19/12/2024, article R-181-54	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
16	Valeurs limites de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27	/	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
17	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 25	/	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	SGS - organisation	Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 8.1.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	étude de dangers - Liste des MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe II.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Poussières	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Surveillance environnementale	Lettre du 27/02/2024	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Inspections précédentes	Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 2.5.1.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 8.3.3.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 8.3.4.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite l'Inspection des installations classées a constaté 9 non-conformités. Ces non-conformités nécessiteront des actions correctives à court et long termes.

Sur l'ensemble des points abordés, de très nombreuses non-conformités sont récurrentes. Pour l'année 2026, l'installation fera l'objet d'un suivi renforcé avec a minima 3 inspections, dont un exercice POI, afin de suivre plus précisément l'avancée des mesures correctives entreprises.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Révision de l'étude de dangers (EDD)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Révision de l'étude de danger
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'exploiter ses installations conformément aux plans et données techniques et organisationnelles contenus dans le dossier de demande d'autorisation, l'étude de dangers et ses diverses mises à jour, sauf si des dispositions contraires figurent dans le présent arrêté préfectoral ou dans ceux applicables à l'établissement au titre du code de l'environnement. L'étude de dangers est révisée et adressée en double exemplaire et au format numérique à M. le Préfet du Val-d'Oise au plus tard le 15 juillet 2025, puis tous les cinq ans à compter de cette même date, sans préjudice de l'application des dispositions des articles R. 512-31 et R. 512-33 du code de l'environnement. Une validation de certains aspects du dossier par un tiers expert peut être demandée. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant. Cette révision de l'étude de dangers répond au cahier des charges défini notamment à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé. [...]
Constats : Par courriel en date du 6 juin 2025 l'exploitant a transmis sa notice de réexamen. Celle-ci conclut qu'une révision de l'étude de dangers est nécessaire. L'exploitant a déclaré que son bureau d'étude lui avait transmis l'EDD révisée une semaine avant l'inspection, et qu'après relecture et validation, celle-ci devrait pouvoir être produite au plus tard fin octobre 2025. L'exploitant a ensuite fait savoir que l'EDD en cours de révision devait être mise à jour notamment concernant la partie « post Lubrizol » (prise en compte de nouvelles exigences réglementaires). L'exploitant a fait savoir à l'Inspection qu'elle devrait être transmise au Préfet au plus tard fin février 2026, et ainsi permettre la mise à jour du POI fin mars 2026. L'inspection a rappelé à l'exploitant les échéances qui lui sont imposées et la nécessité pour lui de les anticiper, ceci, afin d'éviter de cumuler des retards qui pourraient se cumuler à d'autres problématiques. L'exploitant a fait savoir que le responsable HSE, en charge de ces sujets, avait été absent plusieurs mois, et que personne sur place n'avait pu reprendre en charge ses dossiers. Non-conformité n°1 : contrairement à l'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2021, l'exploitant n'a pas transmis l'étude de dangers révisée avant le 15 juillet 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : SGS - organisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 16/04/2024
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>L'exploitant transmet chaque année au préfet une note synthétique présentant les résultats de l'analyse définie au point 7 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014, au plus tard le 31 mai de l'année en cours.</p> <p>-----</p> <p>Non-conformité n°1 relevée lors de l'inspection du 13/11/2023 : Contrairement à l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2021, l'exploitant n'a pas transmis au préfet une note synthétique présentant les résultats de l'analyse définie au point 7 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 modifié.</p>
Constats : <p>Par courriel en date du 30/04/2025, l'exploitant a transmis la revue de direction du SGS pour les années 2023 et 2024.</p> <p>L'inspection note que la revue de direction transmise mentionne les incidents et accidents survenus en précisant que pour 2024 notamment, aucun accident n'a pu conduire à un scénario d'accident majeur.</p> <p>Pour 2024, l'exploitant mentionne 41 rapports d'accident AES1, 277 EN, mais ne décrit que 4 incidents mineurs.</p> <p>Dans le document transmis, l'exploitant analyse les incidents/accidents pyrotechniques comme résultant essentiellement de 4 types d'événements pouvant se produire sur site : départ intempestif au cours de la fabrication, propagation d'un départ intempestif, inflammation d'une cartouche de zirconium, et enfin départ de feu sur un aspirateur de poste de soudure. Les départs intempestifs avec et sans propagation représentent 208 événements en 2023, 155 en 2024.</p> <p>L'inspection a bien constaté que l'exploitant a produit une analyse des incidents ainsi qu'un plan d'action associé.</p> <p>Pour ces incidents/accidents, l'inspection constate n'avoir été destinataire d'aucune information précise sur les typologies, les dates et les mesures prises à leur suite. Ce point sera traité dans la fiche 11 du présent rapport.</p> <p>L'inspection constate par ailleurs que la revue de direction mentionne le nombre d'heures de formation sécurité qui passe de 1128 en 2022 à 896 en 2024, et de 760 à 1320 pour les sensibilisations aux risques pyrotechniques pour ces mêmes années.</p> <p>L'inspection constate enfin que la note présentée ne mentionne pas les enseignements généraux</p>

<p>tirés de l'analyse globale des exercices POI, et notamment de l'exercice inopiné du 19 décembre 2024.</p> <p>La non-conformité 1 relevée lors de l'inspection du 13/11/2023 est levée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°1 : L'exploitant transmettra le registre des incidents/accidents pour les années 2023, 2024 et 2025. Le registre mentionnera le type d'incident et d'accident, ainsi que les mesures prises pour y remédier ou en limiter les conséquences. Le document pourra être présenté sous forme d'un tableau synthétique reprenant les éléments essentiels à la compréhension de l'incident/accident.</p> <p>Demande n°2 : L'exploitant présentera dans la note synthétique issue de l'analyse définie au point 7 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 modifié, le nombre d'heures de formation rapporté au nombre d'employés, en distinguant la direction du personnel de production. Ceci permettra de visualiser le nombre d'heures effectives réalisées par les opérateurs.</p> <p>Demande n°3 : L'exploitant présentera dans la note synthétique issue de l'analyse définie au point 7 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 modifié les conclusions des différents exercices POI réalisés sur site et les axes d'amélioration envisagés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : étude de dangers - Liste des MMR

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe II.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, MMR</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 16/07/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 26 mai 2014 (annexe II - point 2) Dans son étude de dangers, l'exploitant précise les mesures de maîtrise des risques mises en œuvre, ainsi que les raisons de ce choix.</p> <p>-----</p> <p>Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 - article 4 Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait savoir que la révision de l'étude de dangers était en cours de finalisation. Ce</p>

point sera traité à réception de l'étude de dangers.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n°4 : l'exploitant transmettra son étude de dangers révisée (Cf. fiche de constat n°1) en veillant à préciser spécifiquement les points répondant ou ayant été modifiés à la suite de la présente fiche (Cf. demandes issues de l'inspection du 13/11/2023).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : MMR- bilan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 16/07/2024
Prescription contrôlée : <p>Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.</p> <p>[...]</p> <p>Chaque année, l'exploitant réalise une analyse globale de la mise en œuvre de ce processus sur la période écoulée. Sont transmis à l'inspection des installations classées avant le 1er du mois de mai de chaque année :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les enseignements généraux tirés de cette analyse et les orientations retenues ; - la description des retours d'expérience tirés d'événements rares ou pédagogiques dont la connaissance ou le rappel est utile pour l'exercice d'activités comparables. <p>Non-conformité n°2 relevée lors de l'inspection du 13/11/2023 : Contrairement à l'article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2021, l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées les résultats de l'analyse globale sur la gestion des anomalies impactant des mesures de maîtrise des risques.</p>
Constats : <p>Dans sa revue de direction, l'exploitant a présenté son évaluation des MMR. Il conclut à l'absence de non-conformité majeure relevée. Il ajoute également que la mise en conformité électrique est à améliorer et que des écarts ont été constatés lors de la vérification de la protection contre la foudre.</p> <p>L'inspection a constaté une accumulation de non-conformités électriques, dont certaines, récurrentes. Suite à notre demande, l'exploitant a présenté un suivi des non-conformités électriques. Ce point est abordé dans la fiche n°12 du présent rapport.</p> <p>L'exploitant a expliqué qu'un grand nombre d'interventions avait déjà eu lieu, et que ce point n'est</p>

pas conclusif : des actions, non présentées, sont à déterminer par le service infrastructure.

L'inspection constate néanmoins que la vérification foudre n'est toujours pas réalisée. Ce point ne semble pas être une non-conformité majeure et priorisée par l'exploitant. Ce point est abordé dans la fiche n°13 du présent rapport.

En l'espèce, l'exploitant a bien transmis à l'inspection sa revue de direction, intégrant une évaluation de la gestion des anomalies impactant des mesures de maîtrise des risques. Cependant, l'analyse des anomalies impactant des MMR apparaît manifestement sous estimée, notamment sur les risques foudre et électrique.

La non-conformité n°2 relevée lors de l'inspection du 13/11/2023 est maintenue.

Non-conformité n°20231113_2 : Contrairement à l'article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2021, l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées les résultats de l'analyse globale sur la gestion des anomalies impactant des mesures de maîtrise des risques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°5 : l'exploitant présentera le suivi des non-conformités mineures/majeures et le document permettant la sauvegarde de ces informations. Il y exposera les critères d'appréciation permettant leur classement et le traitement associé ainsi que les modifications/améliorations des MMR réalisées durant l'année écoulée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Envol de poussières

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

I.-Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

[...]

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.

[...]

Demande de l'inspection n°6 : L'inspection demande à l'exploitant de se prononcer dans un délai de 3 mois sur les améliorations de son process de destruction, visant à favoriser la concentration des fumées par leur canalisation et ainsi favoriser leur élévation rapide et leur dispersion en

<p>hauteur. La possibilité de réaliser des prélèvements pour permettre des analyses des fumées devra également être abordée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a expliqué que pour le moment, la configuration du four utilisé pour les destructions d'articles ne permet pas la canalisation des poussières et des gaz. Un budget pour le remplacement du four était d'ores et déjà programmé. L'inspection a sollicité l'exploitant sur le calendrier de ces évolutions. L'exploitant a expliqué avoir fait valider une enveloppe de 2,5 millions d'euros destinée à l'étude et à la fabrication d'un four permettant une meilleure combustion et une canalisation des fumées. L'exploitant a expliqué avoir programmé les études préparatoires pour début 2026 et l'installation effective du four pour 2027.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°7 : L'exploitant effectuera une nouvelle analyse des poussières au cours du premier semestre 2026. Un point d'étape sera réalisé et transmis à l'inspection au plus tard le 1er juin 2026 , afin de présenter les résultats des dernières analyses de poussières, l'avancement du projet du remplacement du four, et d'identifier les actions restantes ainsi que le calendrier affiné des opérations de changement du four.</p> <p>Il est par ailleurs rappelé à l'exploitant, que toute modification notable apportée aux activités, installations, à leurs modalités d'exploitation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Surveillance environnementale

<p>Référence réglementaire : Lettre du 27/02/2024</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 30/12/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Je vous demande de réaliser ces mesures dans un délai de 2 mois et de me tenir informé de leur avancement en transmettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai de deux semaines, le bon de commande pour la réalisation de ces mesures ; • dans un délai d'un mois et demi, le programme de surveillance détaillant les mesures réalisées (mesure qualité de l'air, mesure de retombées de poussières, polluants surveillés, choix des points de mesure, durée de la mesure...).
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant a réalisé une première campagne de surveillance au cours des mois de juillet et août 2024 puis une seconde en février 2025 pour disposer d'une représentativité des résultats sur deux saisons. L'inspection a bien été destinataire des résultats de ces analyses. L'exploitant a déclaré que ces analyses ne faisaient pas apparaître de rejet significatif en termes de concentrations de polluants rejetés. Des rejets d'aluminium sont toutefois relevés. Après recherche, l'exploitant a identifié la source : il s'agit de coupelles d'aluminium servant de contenant pour les résidus devant être incinérés. L'exploitant a indiqué que celles-ci seraient remplacées par des coupelles en carton. L'inspection s'est interrogée sur les résultats des analyses du sol. L'exploitant a déclaré qu'il ne s'agissait que d'une analyse des dépôts de poussière à l'extérieur du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n° 8 : l'exploitant réalisera une analyse du sol à proximité immédiate de la zone de brûlage et en transmettra les résultats à l'inspection.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Remise en état - stockage de cuves de fioul

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-39-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état - stockage de cuves de fioul</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site. [...]</p> <p>-----</p> <p>Circulaire du 08/02/07 relative aux sites et sols pollués - Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués- applicable au moment du retrait des cuves</p> <p>Ainsi, lorsque des pollutions concentrées, généralement circonscrites à des zones limitées, sont identifiées (flottants sur les eaux souterraines, terres imprégnées de produits, produits purs ...), la priorité consiste d'abord à extraire ces pollutions concentrées, et non pas à engager systématiquement des études pour justifier leur maintien en place en faisant état de la qualité déjà dégradée des milieux ou de l'absence d'usage de la nappe.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'une étude sur la pollution résiduelle présente après le retrait des cuves de fioul avait été faite, et qu'aucune action supplémentaire n'avait été entreprise en 2025.</p>

L'inspection demande à l'exploitant de délimiter et déterminer l'étendue de la pollution. Dans cette nouvelle étude sera abordée la quantité de terre contaminée et les niveaux de concentration des différents polluant détectés.

Non-conformité n°3 : contrairement à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, lors de la cessation partielle d'activité relative à l'arrêt d'utilisation de l'ancienne cuve de fioul, l'exploitant n'a pas déterminé l'étendue et la profondeur de la pollution du sol. L'exploitant déterminera l'étendue de la pollution et proposera les mesures de gestion visant à la suppression des pollutions concentrées afin d'atteindre un état du milieu réhabilité compatible avec l'usage déterminé du terrain concerné.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Inspections précédentes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, articles 8.1.4 et 8.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des NC

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/04/2025

Prescription contrôlée :

Article 8.1.4

L'exploitant met en place un Système de Gestion de la Sécurité (SGS) conforme à l'article 8 et à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents qui y sont mentionnés.

L'exploitant transmet chaque année au préfet une note synthétique présentant les résultats de l'analyse définie au point 7 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014, au plus tard le 31 mai de l'année en-cours.

Article 8.5.3

Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.

Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées ;
- être hiérarchisées et analysées ;
- et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

Chaque année, l'exploitant réalise une analyse globale de la mise en œuvre de ce processus sur la

période écoulée. Sont transmis à l'inspection des installations classées avant le 1er du mois de mai de chaque année :

- les enseignements généraux tirés de cette analyse et les orientations retenues ;
- la description des retours d'expérience tirés d'événements rares ou pédagogiques dont la connaissance ou le rappel est utile pour l'exercice d'activités comparables.

Non conformité relevées lors des inspections précédentes :

Non-conformité n°1 relevée lors de l'inspection du 10/12/2024 : Contrairement à l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2021, l'exploitant n'a pas transmis au préfet une note synthétique présentant les résultats de l'analyse définie au point 7 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 modifié.

Non-conformité n°2 relevée lors de l'inspection du 10/12/2024 : Contrairement à l'article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2021, l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées les résultats de l'analyse globale sur la gestion des anomalies impactant des mesures de maîtrise des risques.

Constats :

L'exploitant a déclaré que ces non-conformités avaient été traitées au travers de la revue de direction du SGS.

La non-conformité n°1 relevée lors de l'inspection du 10/12/2024 est levée, la non-conformité n°2 relevée lors de l'inspection du 10/12/2024 est traitée dans la fiche n°4 du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 2.5.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident ou d'incident

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/04/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident/ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Un premier rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection. Ce rapport est actualisé et transmis à l'inspection à chaque nouvel élément permettant l'avancée du retour d'expérience.

Non-conformité n°3 relevée lors de l'inspection du 10/12/2024 : Contrairement à l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 4/05/2021 l'exploitant n'a pas déclaré dans les meilleurs délais les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement survenus du fait du fonctionnement de son installation. L'exploitant transmettra le rapport et s'assurera que ses procédures concernant les accidents ou incidents mentionne la production et la transmission d'un rapport à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection a relevé que trois incidents avaient été portés à la connaissance du préfet par le BARPI (bureau d'analyse des risques et pollutions industriels) par courriel en date du 25/02/2025. Ceux-ci étaient mentionnés dans la revue de Direction du SGS transmise par courriel en date du 30/04/2025. L'exploitant a déclaré qu'aucun de ces incidents n'avait donné lieu au déclenchement du Plan d'Opération Interne (POI).

L'inspection a rappelé que tout incident ou accident devait être porté à la connaissance du Préfet sans délai et ne pouvait faire l'objet d'une information partielle différée lors de la revue de direction annuelle. En outre, une fois cette information transmise à l'inspection, un rapport doit être transmis pour tout accident dans un délai de 15 jours, et pour un incident sur demande de l'inspection.

Pour deux des incidents reportés, l'exploitant a expliqué qu'il s'agissait d'incidents pyrotechniques inhérents au process de fabrication et que lors de la soudure d'un composant il arrive que cette opération déclenche l'explosion du composant. L'exploitant a insisté sur le fait qu'au regard du volume de production, cette part d'ignition était minime. Concernant les conséquences, celles-ci étaient restées contenues à l'intérieur de la machine, et la notion de "propagation" tenait au fait que certaines explosions avaient déclenché l'inflammation de résidus de poudre présents sur la table d'assemblage, générant un dégagement de fumée, mais pas de départ d'incendie. Un de ces incidents a provoqué la projection d'un composant ayant brisé un morceau de plexiglas projeté contre un écran de contrôle, qui a été détérioré suite au choc. L'exploitant a expliqué et présenté lors de la visite du site, sur une machine identique, les mesures de renforcement du carter de protection des tables d'assemblage ainsi que l'ajout d'évent sur le dessus des carters.

Le troisième incident reporté concerne un brûlage de poudre réalisé sur la dalle de brûlage en juin 2023 dans le cadre d'une opération de destruction de déchets. Lors de ce brûlage une forte détonation a été ressentie dans toute l'installation. Celle-ci serait due, selon l'exploitant, à un amalgame de déchets pyrotechniques. L'exploitant indique avoir mené une opération de sensibilisation du personnel suite à cet événement.

L'inspection prend acte des mesures prises à la suite de ces incidents. L'inspection a rappelé que tous ces incidents devaient être consignés, même s'ils sont nombreux, et transmis au préfet sans délai. L'inspection a demandé à l'exploitant la transmission du registre des incidents et accident pour les années 2023/2024 et 2025 afin de déterminer le nombre exact de ces incidents et d'identifier d'éventuelles tendances.

L'exploitant a transmis par courriel en date du 23/10/2025, entre autres, une présentation des 3 incidents pyrotechniques mentionnés. L'inspection n'a pas été destinataire des registres.

La non-conformité n°3 relevée lors de l'inspection du 10/12/2024 est levée.

Demande de l'inspection 9 : pour tout incident relevant d'incidents "habituels de production", l'exploitant veillera à transmettre par courriel, chaque semestre, son registre de suivi des incidents de production.

Pour tout incident sortant de ce cadre, ou ayant des conséquences plus importantes, une déclaration d'incident sera réalisée via le guichet unique au lien suivant : https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DeclarationIncidentAccident/demarche?execution=e1s1

L'exploitant devra transmettre les rapports d'éventuels incidents ou accidents et s'assurera que ces procédures mentionnent la production et la transmission d'un rapport à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 8.3.3.

Thème(s) : Risques accidentels, vérification des installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/04/2025

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées, et entretenues conformément aux normes en vigueur. Les dispositions ci-dessus s'appliquent, sans préjudice des dispositions du Code du Travail susvisé.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

[...]

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Non-conformité n°4 relevée lors de l'inspection du 10/12/2024 : Contrairement à l'article 8.3.3. de l'arrêté préfectoral du 4/05/2021 les installations électriques ne sont pas entretenues conformément aux normes en vigueur.

Il est demandé à l'exploitant de remédier dans les meilleurs délais, et sous 3 mois, aux non-conformités des installations électriques à l'origine de risques d'incendie et ou d'explosion mises en évidence dans les Q18 de 2023 et de 2024. L'exploitant transmettra à l'inspection, sous ce même délai, les justificatifs associés.

S'agissant des autres non-conformités relevées lors de la dernière vérification du contrôle des installations électriques réalisée en septembre 2024, il est demandé à l'exploitant de mettre en place un plan d'action visant à les lever, en établissant leur degré de priorité en fonction du risque d'incendie et d'explosion, des risques sur son personnel et enfin des risques sur les matériels. Une fois cet indice de classification défini, il établira le calendrier d'intervention permettant de lever progressivement un nombre significatif de non-conformités présentant un indice de risque élevé.

Constats :

L'exploitant a présenté son suivi des non-conformités électriques, précisant que ce tableau avait déjà été envoyé au cours du mois de mai. L'inspection n'en a cependant pas été destinataire.

Durant la présentation, l'exploitant a expliqué avoir eu 311 non-conformités pour l'année 2024, dont 188 ont déjà été traitées. Il a également informé l'Inspection qu'une maintenance du disjoncteur du TGBT est programmée les 29 et 30 décembre, et que celle-ci entraînerait une coupure de l'alimentation durant une journée complète.

L'inspection souligne l'importance de tirer profit de ces rares coupures pour vérifier le fonctionnement des alarmes et de la défense incendie en cas de perte d'utilité.

L'inspection a constaté qu'un nouveau tableau de suivi des non-conformités avait été mis en place par l'exploitant, classant celles-ci en trois catégories de priorité. Elle a toutefois alerté l'exploitant sur le fait que certaines non-conformités prioritaires n'avaient toujours pas été traitées, et que le rapport 2025 était établi sans que les non-conformités les plus urgentes de 2024 aient été résolues.

L'inspection a noté les efforts de clarification des non-conformités et leur priorisation. Ceci dit, bien que certains des bâtiments de l'installation soient anciens, l'inspection a demandé à l'exploitant de veiller à réduire les délais de traitement de ces non-conformités qui pour l'heure perdurent sur plusieurs années.

L'exploitant a enfin déclaré que la vérification des installations électriques pour l'année 2025 était en cours et se terminerait le 15 octobre. Par courriel en date du 28/01/2026, l'exploitant a transmis un état des lieux du suivi des non-conformités : il a fait savoir qu'il y avait 99 non-conformités traitées sur 2024 et 2025, en janvier 2026 il n'en subsistait que 9, dont 5 seront corrigées courant février 2026.

Compte tenu de l'antériorité de l'installation et de la gestion effective des problématiques des installations électriques, la non-conformité 4 relevée lors de l'inspection du 10/12/2024 est levée.

Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°10 : L'exploitant transmettra le tableau de suivi des non-conformités électriques.

Demande n°11 : l'exploitant transmettra les rapports de vérifications de ses installations électriques pour l'année 2025.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 11 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 8.3.4.

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 24/04/2025
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. <u>Non-conformité n°5 relevée lors de l'inspection du 10/12/2024 :</u> contrairement à l'article 8.3.4. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/05/2021 l'exploitant ne dispose pas, sur certains bâtiments d'une protection contre la foudre opérationnelle. L'exploitant mettra en place un plan d'action visant à hiérarchiser les non-conformités constatées et à les traiter dans un délai conforme au risque qu'elles présentent pour la sécurité des installations, des personnes ou l'environnement.
Constats : L'exploitant a expliqué avoir commandé une nouvelle vérification des installations de protection contre la foudre le 22 septembre 2025. Par courriel en date du 10/12/2025, l'exploitant a fait savoir que les non-conformités ont été traitées entre le 20 et le 25 octobre 2025 et a transmis le rapport de vérification réalisé les 27 et 28 novembre 2025. La non-conformité 5 relevée lors de l'inspection du 10/12/2024 est levée.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 12 : POI Protection des personnes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 8.7.71
Thème(s) : Risques accidentels, POI Organisation interne
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 24/07/2025
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions des articles L.515-4 et R.515-100 du code de l'environnement l'exploitant doit établir un POI sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'EDD. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du POI jusqu'au déclenchement éventuel du PPI par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI. Il prend en outre à l'extérieur de l'usine les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI et au PPI. En cas d'accident l'exploitant assure à l'intérieur des installations son rôle de DOI conformément

au POI jusqu'au déclenchement éventuel du PPI par le Préfet. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI et au PPI en application de l'article 1er du décret n°2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R512-29 du CE.

Non-conformité n°2 relevée lors de l'inspection du 19/12/2024 :

contrairement à l'article 8.7.7.1. de l'arrêté préfectoral du 4/05/2021, l'exploitant n'a pas mis en œuvre les moyens humains et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du plan d'opération interne (POI), et n'a pas pris les mesures urgentes qu'appelle la protection des populations et de l'environnement prévues au POI.

Constats :

L'exploitant a expliqué avoir entièrement révisé son Plan d'Opération Interne (POI). Un exercice était prévu la semaine du 22 septembre. Ces exercices, compte tenu de la refonte du POI, sont pour le moment concentrés sur l'équipe de direction afin de s'approprier les rôles et responsabilités de chacun. Par la suite, des exercices seront organisés avec le personnel de l'usine. L'exploitant a expliqué par ailleurs que la planification de ces exercices pouvait parfois être perturbée par des réunions de direction imprévues.

L'inspection a rappelé l'importance des exercices associant l'ensemble des intervenants du POI, et sur la priorisation de ceux-ci par rapport à l'activité courante ; le risque étant de les repousser et de les réaliser à une fréquence trop faible. L'inspection a également insisté sur la nécessité de s'approprier les différentes fiches du POI afin que celui-ci devienne un véritable outil de gestion de crise, tout en y joignant le personnel de l'usine qui devra intervenir en premier lieu lors d'un départ d'incendie

Concernant la direction du POI, l'inspection a alerté l'exploitant sur le fait qu'une équipe ainsi allégée à 4 intervenants, ne devait pas conduire à une surcharge dans la gestion de crise du DOI, ou de ses adjoints. L'inspection note qu'en cas de crise grave l'exploitant explique qu'il alertera immédiatement le SDIS. L'inspection a insisté sur le fait qu'en tant qu'exploitant d'un site Seveso Seuil Haut, il doit être en mesure de participer activement à la gestion d'une crise majeure sur son installation et en limiter l'expansion. Comme l'a noté l'exploitant, en fonction de la caserne qui serait concernée, le délai d'intervention peut varier de 10 à 45 minutes. Dans ce dernier cas, il n'est pas envisageable que l'exploitant ne puisse pas intervenir.

L'exploitant a fait savoir que la mise à jour du POI serait finalisée sous peu.

L'inspection a indiqué à l'exploitant qu'un nouvel exercice POI inopiné serait programmé en 2026.

Concernant les observations émises lors de l'inspection du 19/12/2024, celles-ci seront abordées à réception du POI mis à jour. L'exploitant a fait savoir que seule la partie « post lubrizol » devait être finalisée. L'exploitant s'est engagé à donner une échéance de réalisation. A date, aucune information n'a été transmise à l'inspection.

La non-conformité n°2 relevée lors de l'inspection du 19/12/2024 est maintenue.

Non conformité n°20241219_2 : contrairement à l'article 8.7.7.1. de l'arrêté préfectoral du 4/05/2021 l'exploitant n'a pas mis en œuvre les moyens humains et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du plan d'opération interne (POI), et n'a pas pris les mesures urgentes à la protection des populations et de l'environnement prévues au POI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 12: l'exploitant transmettra le POI mis à jour au format numérique et un dossier format papier pour conservation à la préfecture.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : POI PC Commandement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 8.7.71.
Thème(s) : Risques accidentels, POI Organisation interne
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 24/07/2025
Prescription contrôlée : <p>Le POI est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p><u>Non-conformité n°3 relevée lors de l'inspection du 19/12/2024 :</u> Contrairement à l'article 8.7.71. de l'arrêté préfectoral du 4/05/2021, l'exploitant n'a pas appliqué les mesures d'organisation définies dans son POI, ni mis en place de réel poste de commandement, ni sollicité les moyens afférents.</p>
Constats : <p>Ce point sera apprécié lors de l'exercice POI inopiné programmé en 2026.</p> <p>La non-conformité n°3 relevée lors de l'inspection du 19/12/2024 (rappelée ci-dessus) est maintenue jusqu'au prochain exercice.</p> <p>Non-conformité n°20241219_3 : Contrairement à l'article 8.7.71. de l'arrêté préfectoral du 4/05/2021, l'exploitant n'a pas appliqué les mesures d'organisation défini dans son POI notamment un poste de commandement et les moyens afférents.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : POI Renforcement du dispositif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2021, article 8.7.71.
Thème(s) : Risques accidentels, POI Renfort personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 24/07/2025
Prescription contrôlée : <p>[Le POI] est homogène avec la nature et les enveloppes des différents scénarios d'accident envisagés dans l'EDD.</p> <p>Il doit de plus tenir compte de l'arrivée de tous renforts extérieurs situés à moins de 3 heures de délai d'acheminement.</p> <p>EDD :</p> <p>7.3.2. MOYENS DE SECOURS INTERNES</p> <p>Le site de AUTOLIV NCS est doté des moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.</p> <p>** Douze sapeurs pompiers usine sont placés commandant des opérations internes lors du déclenchement du POI également responsable sécurité incendie.</p> <p>L'équipe est disponible sur le site de 8h à 18h du lundi au jeudi, 8h à 12h30 le vendredi. La nuit, le vendredi après midi, le samedi et le dimanche l'équipe SPU peut être rappelé à la demande du DOI.**</p> <p><u>Non-conformité n°4 relevée lors de l'inspection du 19/12/2024 :</u></p> <p>Contrairement à l'article 8.7.71 de l'arrêté préfectoral du 4/05/2021, les renforts mentionnés dans le POI, tant pour l'équipe de sapeur pompier usine, que pour le PC exploitant n'étaient pas présents, si bien que la gestion de crise n'a reposé que sur 3 personnes. L'exploitant veillera à ce qu'une véritable organisation soit déterminée, avec des délais de mise en œuvre associés, et qu'une procédure soit définie pour qu'une équipe présente puisse être constituée rapidement.</p>
Constats : <p>L'inspection a interrogé l'exploitant sur le nombre de personnes formées en tant qu' EPI et sur les actions entreprises notamment sur leur délai d'intervention de nuit lorsque ces personnes ne sont éventuellement pas présentes.</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'il rencontrait des difficultés à remplacer les personnels formés quittant l'entreprise ou pour mobiliser le personnel à s'inscrire aux formations. Aujourd'hui ne subsistent que 8 EPI, contre 12 précédemment.</p> <p>L'inspection recommande à l'exploitant de valoriser ces postes afin de garantir un nombre suffisant de volontaires, rappelant qu'une baisse des effectifs au sein de l'équipe de direction et des équipes de premières intervention doit faire l'objet d'une attention particulière de l'exploitant et donner lieu à des mesures rapides.</p> <p>L'inspection souligne enfin que toute réduction de ces effectifs ne doit en aucun cas se faire au détriment de la sécurité globale du site. Ce point fera l'objet d'une attention particulière de l'inspection lors de l'exercice POI inopiné 2026.</p> <p>La non-conformité n°4 relevée lors de l'inspection du 19/12/2024 est maintenue jusqu'au prochain</p>

exercice.

Non-conformité n°20241219_4 : Contrairement à l'article 8.7.71. de l'arrêté préfectoral du 4/05/2021 l'exploitant n'a pas appliqué les mesures d'organisation défini dans son POI notamment un poste de commandement et les moyens afférents.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : POI - Protection des personnes et de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion d'un sinistre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/07/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Non-conformité 1 relevée lors de l'inspection du 19/12/2024 : l'exploitant ne dispose pas d'un POI conforme aux attendus de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. L'exploitant réalisera la mise à jour de son POI en intégrant l'ensemble de ces attendus.

Constats :

Ce point sera apprécié lors de l'exercice POI inopiné programmé en 2026.

La non-conformité n°1 relevée lors de l'inspection du 19/12/2024 est maintenue jusqu'au prochain exercice.

Non-conformité n°20241219_1 : contrairement à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, l'exploitant ne dispose pas d'un POI conforme à la prescription. L'exploitant réalisera la mise à jour de son POI en intégrant l'ensemble des points non conformes ou de celles introduites par le présent arrêté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 16 : Valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, VLE

Prescription contrôlée :

Sous réserve des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 30 ci-après, les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé :

1° Poussières totales : si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m³.

Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m³.

2° Monoxyde de carbone : l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe le cas échéant une valeur limite d'émission pour le monoxyde de carbone.

3° Oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre) : si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, la valeur limite de concentration est de 300 mg/m³.

4° Oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote) :

a) Oxydes d'azote hormis le protoxyde d'azote : si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, la valeur limite de concentration est de 500 mg/m³ ;

b) Protoxyde d'azote : l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, lorsque l'installation est susceptible d'en émettre, une valeur limite d'émission pour le protoxyde d'azote.

5° Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl) : si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 50 mg/m³.

6° Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules) (exprimés en HF) : si le flux horaire est supérieur à 500 g/h, la valeur limite de concentration est de 5 mg/m³ pour les composés gazeux et de 5 mg/m³ pour l'ensemble des vésicules et particules.

Dans le cas des unités de fabrication de l'acide phosphorique, de phosphore et d'engrais phosphatés, ces valeurs sont portées à 10 mg/m³.

Constats :

L'exploitant a expliqué que pour l'heure, les flux ne sont pas canalisés, rendant les analyses impossibles. Il a également déclaré qu'une étude visant au remplacement du four allait être réalisée en 2026, et ainsi permettre le lancement de la fabrication d'un four pour une installation effective en 2027.

Non-conformité 8 : L'exploitant n'est pas en mesure d'attester le respect des valeurs limites des concentrations des rejets atmosphériques fixées à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, en sortie de son four. L'exploitant veillera à transmettre le calendrier de finalisation des études

visant à son remplacement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 5 mois

N° 17 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet direct au milieu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions directes ou indirectes de substances mentionnées à l'annexe II sont interdites dans les eaux souterraines, à l'exception de celles dues à la réinjection dans leur nappe d'origine d'eaux à usage géothermique, d'eaux d'exhaure des carrières et des mines ou d'eaux pompées lors de certains travaux de génie civil, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié.</p> <p>Sauf autorisation préfectorale, les rejets sur ou dans les sols sont interdits. Cette interdiction ne s'applique pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> -aux eaux pluviales qui sont soumises à l'article 4 ter de l'arrêté du 10 juillet 1990 modifié ; -aux eaux issues des traitements d'eaux souterraines polluées, encadrés par arrêté préfectoral ; -à l'épandage de matières définies au point 5° de l'article L. 255-5 du code rural et de la pêche maritime.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la réalisation de travaux sur et autour de la zone de brûlage. L'exploitant a expliqué avoir réalisé un trottoir tout autour de la zone afin d'empêcher le ruissellement des eaux en dehors de la zone.</p> <p>L'inspection a noté une ouverture dans ce trottoir et ce qui ressemblait à une plaque d'égout. L'exploitant a expliqué qu'il s'agissait d'un puisard d'infiltration.</p> <p>L'inspection a fait remarquer que sur des zones à faible risque de pollution, l'exploitant réalisait des pompages à l'aide de puisard étanche.</p> <p>L'inspection a rappelé que les eaux de ruissellement sur une zone de brûlage ne peuvent pas être infiltrées sans vérification et/ou traitement préalable.</p> <p>Non-conformité 9 : Contrairement à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 2/02/1998, l'exploitant réalise des rejets directs dans le sol. L'exploitant mettra en place les mesures techniques et organisationnelle à même d'empêcher tout rejet dans le milieu.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois